

« La ville qui mange ». La contribution stratégique à l'invention d'un nouveau modèle de développement

Synthèse de la rencontre internationale de Rome. 23 mars 2011

pic

Synthèse de séminaires, FPH, 23-03-2011, 11 pages (bip 4270)

Résumé

Du 21 au 23 mars 2011, s'est tenue à Rome la réunion méditerranéenne du réseau international « La ville qui mange ». Ce fut l'occasion de passer en revue les innovations les plus significatives et de mettre en débat les questions qu'elles soulevaient. Le présent texte est la synthèse des travaux, présentée aux participants en fin de réunion. Cette synthèse met en dialogue les réflexions tirées de l'agenda pour le 21ème siècle et de l'Essais sur l'oeconomie avec les aportc concrets des participants. Elle illustre combien l'approche par les filières agro-alimentaires et les politiques menées pour « faire manger la ville » peut être féconde pour aller vers des sociétés durables

Mots-clés thématiques : CHANGEMENT DE PARADIGME; STRATÉGIE DE CHANGEMENT; ÉDUCATION ET CHANGEMENT CULTUREL; FILIÈRE AGRICOLE; FILIÈRE DE PRODUCTION; MÉTABOLISME TERRITORIAL; GOUVERNANCE MULTINIVEAUX; GOUVERNANCE DES TERRITOIRES; GOUVERNANCE ET CITOYENNETÉ; GOUVERNANCE ET RESSOURCES NATURELLES; GOUVERNANCE URBAINE; CHARTE DES RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES; RESPONSABILITÉ CITOYENNE; RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ACTEURS SOCIO ÉCONOMIQUES; ÉTHIQUE DE LA RESPONSABILITÉ; ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE ET CONSOMMATION RESPONSABLE

Mots-clés géographiques : ITALIE; LIBAN; MÉDITERRANÉE; MONDE

Mots-clés acteurs : COLLECTIVITÉS LOCALES; ENTREPRISES DE RESTAURATION COLLECTIVE; UNION EUROPÉENNE

Réf. : *intranetfph/bip/4270, D2k_D4d - Développement durable et agroalimentaire; filières agroalimentaires durables*

« La ville qui mange ». La contribution stratégique à l'invention d'un nouveau modèle de développement

Synthèse de la rencontre internationale de Rome. 23 mars 2011

L'exercice auquel je me dois me livrer devant vous est redoutable : faire la synthèse de ce qui a été dit tout au long de ces deux jours, en prenant en compte la richesse des apports des intervenants ce matin même, et mettre en perspective les enseignements qui en sont tirés à la lumière de mes propres réflexions sur la grande transition à entreprendre pour aller vers des sociétés durables.

Pourquoi « la ville qui mange » peut-elle être une contribution stratégique à l'invention d'un nouveau modèle de développement, d'un nouveau paradigme ?

Comme cela fut souligné ce matin même, par Maurizio Mariani, puis par Adrian Civici à propos de l'Albanie, nous savons qu'un nouveau modèle de développement est indispensable mais nous n'en connaissons pas encore les contours. Nous n'avons pas un modèle de développement clé en mains à proposer à l'Albanie. Et, si l'on regarde les révolutions démocratiques qui se déroulent sous nos yeux au sud de la Méditerranée, nous savons bien que l'Union Européenne n'aura pas, au plan économique, de modèle de développement à leur proposer. Ce modèle doit être le résultat d'une invention collective et je pense que « la ville qui mange » participe pleinement à cette invention. Je vais m'efforcer de l'illustrer à partir de ce que j'ai entendu pendant ces deux jours.

D'abord, je le ferai en montrant pourquoi le territoire, la ville, le niveau local sont décisifs pour la construction de l'économie du 21e siècle. Je montrerai ensuite pourquoi l'approche par les flux matériels qui rentrent et sortent de la ville, l'énergie, les ressources naturelles, les déchets, permet de mieux comprendre le métabolisme des territoires, de retrouver une « économie du concret » après tant d'années de dérive de l'économie vers des abstractions mathématiques.

En troisième lieu, je montrerai l'importance de relier le local et le global, ce que permettent de faire les filières agro-alimentaires, qui mobilisent à la fois des ressources de proximité et des ressources venant de l'autre extrémité de la terre.

Enfin, je soulignerai les raisons pour lesquelles l'invention de filières globales durables de production et de consommation est au cœur de ce que j'appelle l'oeconomie.

Tout d'abord, pourquoi cet aveu général que nous n'avons pas aujourd'hui les bonnes réponses au défi qui nous est posé par les limites physiques de

la planète ? Cela tient à l'inadaptation radicale de nos institutions et de nos systèmes de pensée aux défis du 21e siècle. Nous voulons penser demain avec les idées d'hier ; nous voulons gérer demain avec les institutions d'avant hier. Alors, forcément, ça coince de partout.

Les discussions en atelier le montrent bien. La filière d'alimentation des villes est morcelée entre des acteurs segmentés, dont chacun à sa logique, coupée de celle des autres. Cette segmentation, on la retrouve au niveau des administrations elles-mêmes. Monsieur Antonis Constantinou, directeur à la direction générale de l'agriculture pour les programmes de développement durable, a souligné dans son intervention l'importance du dialogue entre les différentes Directions Générales de la Commission, quand il s'agit de définir l'avenir de la politique agricole commune. Mais j'observe, comme usager et partenaire de l'Union Européenne, que ce dialogue entre directions générales est en réalité particulièrement difficile.

Ce fossé entre les institutions héritées de l'histoire et les défis de demain, on le retrouve aussi dans les systèmes de pensée. Il suffit de se souvenir que notre manière de penser l'économie, les hypothèses qui la fondent, ont 250 ans d'âge et ont été inventées pour une société bien différente de la société d'aujourd'hui.

Enfin, cette inadaptation se retrouve dans les outils que nous utilisons pour gérer la réalité. Au cours des trois jours de discussion, tout le monde a souligné la nécessité de bien distinguer dans l'alimentation ce qui avait trait au travail humain de ce qui avait trait à l'énergie et aux ressources naturelles. Mais dispose-t-on dans la pratique des outils pour faire cette distinction lorsque l'on gère la chaîne d'alimentation d'une ville ou d'établissements publics ? Bien sûr que non. Nous achetons les produits et services en euro, ce qui fait que travail humain, énergie et ressources naturelles sont mis sur le même plan, gérés avec la même unité de compte et le même moyen de paiement, ce qui fait que nous sommes dans la pratique dans l'incapacité de faire la distinction que nous appelons de nos voeux.

Les stratégies mises en oeuvre aujourd'hui sont-elles suffisantes pour permettre ce que de plus en plus de gens appellent «la grande transition», l'énorme mutation à entreprendre au cours des décennies à venir pour parvenir à des sociétés durables ? A l'évidence non. Déjà, il y a près de vingt ans, en 1992, au Sommet de la terre, la nécessité de cette mutation avait été soulignée mais nous la reportons de décennie en décennie. Qu'a-t-on fait en réalité ? On a fabriqué un nouveau concept, celui de «développement durable» suffisamment creux pour qu'aujourd'hui tout le monde prétende en faire. Et pourtant on continue à marcher dans la mauvaise direction. Face à cet état de fait, il faut construire des stratégies plus ambitieuses et de nature nouvelle.

Sur quoi les fonder ? Tout d'abord, et cela a été amplement illustré au cours de ces trois jours, il faut établir un nouveau rapport entre le local et le global, entre l'action et la pensée. Vous vous souvenez sans doute d'un

slogan popularisé au début des années 90 : « penser globalement, agir localement ». Eh bien, c'est selon moi un slogan dangereux. Pourquoi ? Parce qu'en réalité on ne peut pas penser la complexité à partir du global, on ne peut la penser qu'à partir d'une réalité concrète, d'une société locale. Penser la complexité, c'est penser avec les pieds, c'est partir de réalités concrètes. Et cela illustre déjà le rôle des villes et des territoires dans l'invention d'un nouveau modèle de développement : c'est la bonne échelle pour penser avec ses pieds, pour relier les choses entre elles.

Mais, bien sûr, on ne peut pas tout penser au niveau local. Il faut construire une dialectique entre la réflexion qui naît de l'analyse très détaillée de la restauration collective, par exemple dans les écoles, et celle qui naît, comme dans le cas de la pêche, du fonctionnement des filières à l'échelle mondiale. C'est ce que je trouve passionnant dans la filière agroalimentaire. C'est cet aller et retour permanent entre le micro local, très concret, la manière dont on organise les repas dans les écoles par exemple, et la réflexion sur l'ensemble de la filière agroalimentaire à l'échelle mondiale.

De même, un aller et retour peut s'établir entre la réflexion particulière sur la filière agroalimentaire et la réflexion générale sur la place des filières durables dans la construction d'un nouveau modèle de développement.

Vos travaux ont également fait l'aller et retour permanent entre la description d'actions concrètes, d'expériences innovantes au niveau local, comme par exemple les marchés fermiers à Beyrouth, et la réflexion tirée de l'action. Il ne faut pas oublier que l'action n'existe jamais en tant que telle. Elle est toujours guidée, consciemment ou non, par la représentation que nous nous faisons du monde. J'irais même jusqu'à dire que moins cette représentation est explicite, moins elle est réfléchie et plus elle est déterminante pour l'action quotidienne. Rien de plus dangereux, donc, qu'un activisme qui refuse de s'interroger sur la vision du monde sous-jacente. Le philosophe allemand Heidegger disait : « le plus difficile dans la vie c'est de voir ses lunettes parce qu'on voit le monde à travers ses lunettes ». J'aime beaucoup cette formule. Elle nous rappelle qu'il est extrêmement difficile quand on est dans l'action de se déprendre des fausses évidences que l'on véhicule. D'où l'intérêt de ces moments, comme ce fut le cas pendant ces deux jours, où des innovateurs se retrouvent pour lever le nez du guidon et réfléchir ensemble au sens de leur action.

Et cela m'introduit à une autre idée : qu'est-ce qu'une stratégie de changement systémique ? Pourquoi un tel changement systémique semble toujours si difficile ? Selon moi, la réponse à cet énigme est simple. Chaque élément d'un changement systémique est assez simple. Qu'il s'agisse des marchés fermiers de Beyrouth, de la formation à l'éducation à travers la restauration ou de l'analyse des filières de la pêche, chaque élément de changement, pris isolément est assez simple à décrire ou même à conduire. Mais, le problème est que pour conduire une stratégie de changement, il faut réunir un très grand nombre d'éléments différents

des uns des autres. C'est de là que vient la difficulté. C'est ce qui fait qu'un changement systémique est si difficile. On sait bien, en effet, en statistique, qu'un événement peut être rare soit parce qu'il est rare par lui-même, soit parce qu'il nécessite la coïncidence d'événements nombreux, même si chacun d'entre eux, pris isolément, n'est pas rare.

Pour concevoir une stratégie de changement, je vous proposerai une clé de lecture très simple : pour réussir un changement systémique, il faut réunir quatre types d'acteurs. Et ce que je trouve intéressant dans cette réunion « la ville qui mange » c'est que ces quatre types d'acteurs sont représentés dans la salle de conférence. Ces acteurs quels sont-ils ?

On a d'abord besoin d'innovateurs, de gens qui inventent, là où ils sont, des solutions nouvelles. La plupart d'entre vous êtes des innovateurs et des exemples très nombreux ont été présentés au cours des ateliers, qu'il s'agisse de l'invention de nouvelles formes de négociation entre les pêcheurs artisanaux et les organisations non gouvernementales s'intéressant aux ressources halieutiques, ou qu'il s'agisse du rapprochement entre ruraux et urbains, ou qu'il s'agisse de la recherche de circuits courts pour la restauration des écoles. Toutes ces innovations sont formidables. Malheureusement, une somme d'innovations ne suffit pas à induire un changement systémique.

Une somme d'innovations ne suffit pas si elle ne conduit pas à transformer la manière même dont on pense les choses, dont on organise notre pensée, dont on voit le monde. C'est là qu'intervient une seconde catégorie d'acteurs, les théoriciens. La reformulation de la théorie est indispensable. Personnellement, d'abord en tant que haut fonctionnaire pendant vingt ans puis en tant que dirigeant d'une fondation internationale pendant vingt cinq ans, je suis ou devrais être avant tout un praticien, un innovateur. Si j'ai, depuis une bonne quinzaine d'années consacré une part importante de mon temps à construire des réflexions théoriques c'est parce que je me suis rendu compte que c'était aujourd'hui le principal « chaînon manquant ». Sans l'adoption d'un nouveau cadre théorique, une somme d'innovations ne produit pas de changement systémique. Les innovateurs s'épuisent en innovations sans cesse renouvelées, dont nous constatons au bout du compte qu'elles nous laissent impuissants.

Le troisième type d'acteurs nécessaire est ce que j'appelle les « généralisateurs ». Là aussi, le bas blesse. Observons la grande entreprise. Elle s'est organisée pour faire l'aller et retour entre la recherche développement, la conception de prototypes et la fabrication en série. De ce fait, la grande entreprise est un généralisateur d'innovations. Mais il n'existe guère d'équivalent de l'entreprise lorsque l'on s'intéresse à l'innovation intellectuelle et sociale. Aucun acteur n'est véritablement construit pour permettre le changement d'échelle, pour passer d'une innovation ponctuelle à sa généralisation. Mais nous avons vu au cours de ces trois jours deux perspectives intéressantes, deux modes de généralisation possible. Le premier, et c'est typiquement le rôle d'un

réseau comme « la ville qui mange » c'est le réseau international : par l'échange d'expériences, par la capacité à se stimuler mutuellement, par la possibilité de montrer à des milliers de kilomètres de là qu'une innovation a été possible, un réseau international remplit cette fonction de généralisateur. Un autre type d'acteurs, c'est les grandes entreprises de restauration qui sont en mesure de faire circuler l'innovation d'un lieu à l'autre. J'ai aussi bon espoir que l'Assemblée des citoyens de la Méditerranée, qui participé à nos travaux, sera un jour prochain un moyen puissant de disséminer dans tout le bassin méditerranéen les innovations que nous avons vu naître en Italie, au Liban ou en Espagne.

Enfin, un dernier type d'acteurs est indispensable, ce que j'ai appelé les régulateurs. Nous avons par exemple discuté hier des obstacles rencontrés à la mise en place de circuits courts entre producteurs locaux et restauration dans les écoles. La question des normes de sécurité alimentaire s'est trouvée rapidement posée. Les normes européennes se révèlent un obstacle majeur lorsque l'on veut mobiliser les ressources de la culture traditionnelle. De même d'autres ont évoqué la règle d'adjudication aux fournisseurs qui proposent les prix les plus bas. Sans associer les régulateurs, ceux qui ont la responsabilité d'édicter des normes et de ce fait sont au carrefour des contradictions de la société elle-même – les mêmes qui plaident en faveur des circuits courts peuvent être ceux qui attendent des pouvoirs publics d'éviter tout risque sanitaire dans l'alimentation! – les innovations ne peuvent aboutir.

Une autre question majeure est de situer l'action que l'on mène par rapport aux grandes mutations à conduire, de savoir, si je puis m'exprimer ainsi, quelle est la place de chacun dans la grande bataille. Pour cela je vous propose une autre grille de lecture, celle des quatre grandes mutations à conduire au cours du 21e siècle.

J'ai appris de mon passage en entreprise l'importance d'aller à l'essentiel. Quand on construit une stratégie, il est peu utile de lister 150 problèmes. L'essentiel est d'identifier les quelques grandes mutations à conduire ensemble. Je vais donc rappeler quelles sont ces mutations, telles qu'elles sont issues du travail international puis situer vos apports par rapport à ces mutations. Tout au long des années 90, nous avons mené un travail international dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire. L'idée en était simple : c'est seulement si on travaille avec des Chinois, des Indiens, des Africains, des Européens, des Américains que l'on parviendra à se mettre d'accord sur ce qu'il faut changer. Et c'est de cette aventure qu'est née l'identification d'un « agenda pour le 21e siècle » qui énonce les quatre grandes mutations. Quelles sont-elles ?

La première est de construire une communauté mondiale. Chacun sait que les interdépendances mondiales sont irréversibles mais, en face de ces interdépendances et pour les gérer, nous en sommes encore au stade des Etats souverains, dont la conception a 350 ans d'âge. Nous gérons un monde interdépendant avec des institutions vieilles de 350 ans.

Comment résoudre cette contradiction ? La seule solution selon nous est de construire de façon patiente mais déterminée une communauté mondiale, le sentiment d'une communauté de destin. Et, là, vous voyez que l'apport de la ville qui mange, de l'alimentation peut être essentiel. Cette conscience se construit à différentes échelles. Au plan local, la nourriture est le support du dialogue entre sociétés rurales et sociétés urbaines : se considèrent-elles comme deux planètes différentes ou comme des éléments complémentaires d'un même univers ? La même question se retrouve à l'échelle nationale. Antonis Constantinou nous a rappelé, à l'échelle européenne, combien le rural et l'urbain sont maintenant imbriqués dans les différents pays de l'Union. Quant à Adrian Civici, il nous a rappelé au contraire combien l'Albanie des montagnes et l'Albanie des plaines et des villes étaient en train de devenir des mondes différents. Et si, maintenant, on passe à l'échelle internationale, on a vu que le métissage des habitudes alimentaires était un mode puissant de découverte des relations entre les sociétés. On a vu aussi combien il serait utile d'utiliser les migrations internationales liées aux activités agricoles saisonnières ou liées à l'alimentation pour tisser des liens de différentes sociétés entre elles. Enfin, à l'échelle mondiale, la traçabilité des différents produits qui entrent dans notre alimentation nous permet de découvrir notre dépendance ou plutôt notre interdépendance avec ce qui se passe à des milliers de kilomètres. De même, quand Paul Balta nous rappelle à la fois la diversité et l'unité des pratiques d'alimentation autour du bassin méditerranéen - boire et manger en Méditerranée - il nous montre comment l'Assemblée de citoyennes et de citoyens méditerranéens peut s'appuyer sur la question de l'alimentation pour réfléchir à la communauté de destin.

La deuxième mutation est la révolution de la gouvernance. Les modes de gestion de la société, je l'ai rappelé, sont inadaptés à la nature des problèmes à résoudre. Je mesurerai cette inadaptation à trois critères : la capacité à prendre en compte les relations ; la capacité à conjuguer diversité et unité ; la capacité à créer une « démocratie substantielle ». J'entends par démocratie substantielle non pas le fait de mettre un bulletin de vote dans l'urne mais le fait de se sentir acteur et co-responsable du destin commun.

Prenons donc d'abord la capacité de la gouvernance à prendre en compte les relations. L'alimentation est une très bonne porte d'entrée sur cette question. J'en prendrais deux exemples. Le premier, illustré dans les différents ateliers, concerne la relation entre les acteurs, la coproduction du bien public. Si on considère qu'une bonne alimentation est un bien public, aucun acteur pris isolément n'est en mesure de le produire. L'enjeu est donc, dans l'alimentation des villes, d'apprendre dans la pratique à construire de manière « naturelle » les partenariats entre acteurs. Seconde illustration, la relation entre les problèmes. Prenez le fonctionnement d'une ville ordinaire. Les administrations qui y traitent de la santé, de l'éducation, de la pauvreté, de l'environnement, de la migration agissent et pensent dans des univers très différents, ont du mal à agir ensemble. Il en va de même, comme je l'ai déjà évoqué, pour les

directions générales de la Commission Européenne. Mais c'est plus vrai encore, à l'échelle nationale dans les relations entre ministères. J'ai participé récemment à Genève à une conférence sur la gouvernance mondiale. Les orateurs représentaient différentes institutions internationales. Ils furent interpellés sur les contradictions entre les différentes institutions internationales, entre les agences de l'ONU, avec les institutions nées des accords de Bretton Woods, avec l'Organisation Mondiale du Commerce. Ces représentants des institutions eurent beau jeu de faire observer que les contradictions ne venaient pas d'eux, que c'était en réalité des contradictions internes à chaque Etat. Pour chaque Etat, en effet, les représentants de l'Etat dans les différentes institutions internationales, à l'OMC, à la Banque Mondiale, au FMI, à l'UNESCO ne sont pas les mêmes, ils disent des choses contradictoires et ne se parlent pas entre eux. C'est une autre illustration de la difficulté de notre gouvernance actuelle à gérer les relations. Or, là aussi, l'alimentation est une question passionnante parce qu'elle touche précisément à tout, interfère avec la santé, avec l'éducation, avec la pauvreté, avec l'environnement, avec l'émigration. C'est donc selon moi un levier tout à fait intéressant pour poser le problème de la gouvernance aussi bien à l'échelle des villes qu'à celle des Etats ou celle de l'Europe.

L'art de la gouvernance c'est aussi parvenir à plus d'unité et à plus de diversité à la fois. Paul Balta a rappelé tout à l'heure à la fois l'extraordinaire diversité des écosystèmes et des traditions culinaires méditerranéennes et leur extraordinaire unité. Je crois que de ce point de vue, les traditions alimentaires sont une belle parabole des défis de la gouvernance. Et c'est aussi ce qui illustre le problème déjà évoqué des circuits courts : comment apprendre à conjuguer sécurité alimentaire – avec le risque d'uniformité qui en découle – et la volonté de promouvoir la diversité associée à la diversité des cultures et des écosystèmes. Inventer de nouvelles manières de concilier ces deux impératifs en apparence contradictoires serait un apport considérable à la gouvernance.

Enfin, le travail sur l'alimentation, sur la ville qui mange peut être un bon moyen de renouveler la démocratie. Cela commence, on en a eu plusieurs illustrations, par l'organisation de débats locaux sur les modèles de consommation, en commençant par un débat sur la restauration scolaire ou dans les hôpitaux. Puis ce débat peut s'étendre à la nature de l'offre que l'on va trouver dans les supermarchés du coin. Dans le cas de la pêche, on a montré que s'établissaient des cercles vicieux : la consommation des poissons les meilleurs pour les écosystèmes marins, les « poissons bleus » - maquereaux, sardines, anchois etc.. - est pour l'instant freinée par le fait qu'ils ont l'image de « poissons des pauvres » au point que les supermarchés, craignant de ne pouvoir les écouter, n'en approvisionnent plus. Beau sujet de débat démocratique local. Autant de moyens de créer des espaces concrets de discussion du monde dans lequel on vit, du monde que l'on veut construire.

La troisième mutation à entreprendre, et cela vous paraît peut être étrange, est celle de l'éthique. Mais il est essentiel de comprendre que l'on

ne peut pas gérer une seule planète, peuplée et fragile, sans se mettre d'accord sur un certain nombre de principes communs. Quels peuvent être ces principes qui pourraient être acceptés par des sociétés de culture et de tradition religieuses aussi diverses. J'ai participé depuis quinze ans à un travail international inter-culturel et inter-religieux et nous sommes arrivés à la conclusion que c'est la responsabilité et la co-responsabilité qui seront au cœur de l'éthique du 21e siècle. Pourquoi ? C'est presque évident quand on y songe parce que la responsabilité c'est la contrepartie de l'interdépendance. La responsabilité exprime le devoir que j'ai vis-à-vis de l'autre, le sentiment de réciprocité qui naît du fait que nous ne sommes pas chacun sur une île mais interdépendants. En outre, la responsabilité est la contrepartie de la liberté et du pouvoir. Or, cette question de la responsabilité traverse toutes vos discussions : responsabilité du consommateur, de l'élu local, de l'entreprise, du producteur. Je pense même que la ville qui mange pourrait faire un grand pas en avant en prolongeant son manifeste par l'adoption d'une Charte des responsabilités communes. En juin dernier, j'ai participé à Brasilia à une conférence internationale d'enfants et de jeunes, représentant 47 pays. Ils ont élaboré ensemble la Charte des responsabilités des jeunes : « nous allons prendre soin de notre planète ». Les jeunes sont bien conscients des responsabilités qui leur retomberont dessus parce que leurs parents, la génération qui les précède, n'aura pas su concevoir à temps et conduire les mutations nécessaires. C'est eux qui auront à les conduire. Ils nous disent « nous sommes prêts à prendre notre part de cette tâche », et, ajoutent-ils, « si ce n'est pas nous, qui ? si ce n'est pas maintenant, quand ? ». Or, beaucoup de discussions dans les ateliers ont montré l'importance pédagogique de l'alimentation dans les écoles. C'est un très beau sujet d'initiation à la responsabilité concrète dans l'évolution des modèles de production et de consommation. L'entrée par la co-responsabilité sur l'alimentation se révèle une voie féconde.

Enfin, la quatrième mutation est celle du passage du modèle de développement actuel à des sociétés durables. Notez au passage que je n'utilise pas le mot « développement durable ». En effet, ce concept popularisé dans les années 80 juxtapose deux termes contradictoires et ne résout en rien, sinon de façon magique, cette contradiction. Or, notre problème est bien de construire des sociétés durables, de rendre compatible le bien être de tous avec la rareté des ressources. J'ai beaucoup travaillé, ces dernières années, sur cette dernière mutation et sur la nécessité de rupture dans notre conception et notre gestion de l'économie. Vous avez dans votre dossier un petit résumé de ces travaux, décrivant quelques leviers essentiels de cette transition. J'en retiendrais trois : la monnaie ; les filières ; les territoires.

La monnaie tout d'abord. Il faut comprendre que tant que l'on utilise la même unité de compte et le même moyen de paiement pour des choses qu'il faut économiser - l'énergie, les ressources naturelles - et les choses qu'il faut au contraire ne pas économiser parce que c'est le fondement de la cohésion sociale - le travail humain - nous n'aboutirons à rien.

On a parlé abondamment ce matin de la diète méditerranéenne. Comme l'ont montré aussi bien Paul Balta, qu'Antonia Trichopoulou, le secret de cette diète c'est l'équilibre entre ces différents composants. Si on réduisait cette diète à une quantité de calories, on se condamnerait à ne pas la comprendre. Or c'est exactement ce que nous faisons avec notre usage actuel de la monnaie! En utilisant la même unité de compte et la même moyen de paiement pour l'énergie et les ressources naturelles d'un côté, le travail humain de l'autre, nous ne sommes pas en mesure d'agir efficacement. Il faut sortir de cette contradiction et aller vers des monnaies multidimensionnelles. Cela ne nous paraît saugrenu ou difficile que par le poids de l'habitude. Rien de plus facile, avec des cartes de crédit et des puces électroniques, que de débiter, quand on fait un achat, des unités de compte d'énergie d'un côté et des unités de compte du travail humain de l'autre. On pourrait déjà le faire dans les écoles, à destination des enfants et des parents. Je suis certain qu'on y viendra, tout simplement parce que sans une telle distinction les contradictions entre cohésion sociale et préservation de l'environnement resteront insolubles. Or ces contradictions ne sont pas insolubles par la nature des choses ; elles ne sont insolubles aujourd'hui que du fait des outils que l'on utilise, ce qui est tout à fait différent.

Deuxième levier, les filières. L'atelier sur l'émigration a été à cet égard très instructif. Sont aux prises aujourd'hui d'un côté des consommateurs, qui demandent le prix le plus bas, de l'autre des entreprises, qui font appel à des migrants saisonniers pour survivre, et de l'autre encore des individus, travailleurs saisonniers, et des Etats qui s'efforcent de réguler ces migrations. Ces entités, agissant indépendamment l'une de l'autre, sont-elles en mesure de construire des sociétés durables ? La réponse est non. On sera bien obligés d'inventer d'autres types d'acteurs capables de prendre en compte les différentes facettes du problème.

Si l'on demande, dans une enquête d'opinion, quels sont les acteurs qui comptent dans la société d'aujourd'hui, quels sont ceux qui ont le plus d'influence, on vous répondra que ce sont les grandes entreprises multinationales, plus puissantes que les Etats, et en second lieu les Etats eux-mêmes. Là aussi, par la force de l'habitude et par paresse intellectuelle, on a tendance à penser que ces grands pouvoirs sont là pour l'éternité. Mais posons nous la question autrement : ces grands pouvoirs sont-ils adaptés à la société du 21e siècle, sont-ils capables de relever les défis de demain ? La réponse est non.

Il faudra inventer d'autres agencements institutionnels, d'autres acteurs. Les deux grands acteurs du 21e siècle, ce que j'appelle les acteurs pivot de l'oeconomie seront selon moi d'un côté la filière et de l'autre les territoires. Mais ils n'émergeront que moyennant un renouvellement de la pensée sur les agencements institutionnels. Là aussi, ce qui est en train de s'inventer dans le domaine de la pêche ou dans le domaine de la banane, ce qui est en train de se construire sous nos yeux autour de l'idée de filières agro-alimentaires durables ce sont de nouvelles configurations d'acteurs. Ce ne sera pas seulement un simple partenariat, ce sera une

articulation durable des acteurs entre eux. Nous avons à inventer avec les différents acteurs sociaux de nouvelles formes de contrat. Pour l'instant nous en sommes au stade de la floraison de labels - d'agriculture biologique, de produit régional, de pêche ou de forêt à gestion responsable, etc.. -. Mais ce ne sont que les prémisses d'une définition plus large et plus forte de ce qu'est une filière durable. J'ai eu la profonde conviction que d'ici vingt ans c'est autour de ce contexte de filières durables que l'on reconstruira les règles du commerce international. Cela demandera, évidemment, beaucoup de travail et de transformations des esprits. Je suis convaincu que « la ville qui mange » peut jouer un rôle pilote dans ce domaine.

Enfin, troisième levier, le renouvellement de l'approche territoriale. J'aime beaucoup l'expression « la ville qui mange ». Parce que cela oblige à se représenter la ville comme un être vivant collectif et plus comme un objet inanimé, une surface géographique entourée par une frontière administrative et politique. La ville ce n'est pas une somme d'autorités politiques, de collectivités territoriales. La ville est dotée d'un véritable métabolisme. Malheureusement nous n'avons pas aujourd'hui les outils pour nous représenter et connaître ce métabolisme. J'ai souvent coutume de dire que la ville du 21^e siècle, malgré la masse d'informations dont nous disposons, connaît moins bien son fonctionnement qu'un village chinois d'il y a 2 000 ans. Pourquoi ? Tout simplement parce que pour un village chinois se connaître, connaître son métabolisme était une question de survie. Avec la révolution industrielle, la capacité des villes et des territoires à gérer leurs ressources locales a cessé d'être une question de survie, grâce à la capacité de l'occident à mobiliser des ressources du monde entier. Avec le 21^e siècle, cela redevient une question de survie. D'où l'enjeu d'inventer une méthodologie nouvelle de l'approche territoriale, à laquelle l'alimentation - dont il a été rappelé au cours d'un atelier qu'elle représente 43 % de l'empreinte écologique des villes - peut être un formidable moteur de changement. Ainsi on saura concevoir les territoires comme les acteurs sociaux majeurs du 21^e siècle.